

THE CARTER CENTER



Islam et Engagement Civique **Lutte contre l'Islamophobie et Immunisation des Communautés** **Atelier 3** *Janvier 2017*

Sommaire Exécutif

Le Centre Carter a organisé, du 24 au 26 Janvier 2017, son troisième atelier réitératif afin de mettre en lumière les failles entachant le discours de Daesh, d'élaborer une double approche pour en discréditer la propagande et saper les fondements de l'Islamophobie, et de renforcer les capacités des chefs religieux et de communautés, consolidant, par la même, l'engagement sur le plan local. 21 chefs religieux et communautaires de France, de Belgique, du Maroc et de Tunisie, ont choisi de surmonter toute différence idéologique et politique, et de prendre ainsi part à l'atelier, car c'est leur base populaire considérable, leur forte connaissance de l'environnement local, et leur crédibilité inébranlable, qui leur permettra de discréditer et d'empêcher la dissémination de l'idéologie extrémiste.

Au cours de l'atelier, les présentations et discussions se sont articulées autour des thèmes suivants : a) le décorticage des stratégies de communication protéiformes de Daesh à la lumière des dernières pertes territoriales essuyées, b) l'identification d'une réponse durable, consistante et stratégique à l'islamophobie et la peur de la religiosité émergentes ; c) les défis qu'incarne la navigation des eaux troubles des médias et le pouvoir de la narration ; d) la consolidation de la cohésion intra musulmane, l'établissement d'alliances multidimensionnelles et la création d'outils politiques de lutte contre l'extrémisme sous toutes ses formes. Les participants ont également soumis des rapports mis à jour, sur les réussites, échecs, problèmes, et perspectives enregistrées dans le cadre de la mise en application du projet.

Les semences de la confiance, de la collaboration et de la responsabilité collective qui se sont vues naître entre des participants au cours des deux premiers ateliers, ont gagné, au cours du présent atelier, d'autant plus d'importance. Enfin, l'atelier a souligné l'importance d'adopter une approche intercommunautaire qui puise ses racines dans l'intersectionnalité¹, contrefort de toute solution pragmatique et de long-terme, contre l'extrémisme sous toutes ses formes.

¹ L'Intersectionnalité signifie l'enchevêtrement des identités sociales, qu'il soit question de domination ou de discrimination. L'approche basée sur l'intersectionnalité désigne donc un cadre inclusif où les membres dépassent leurs différences socioculturelles, économiques et politiques, et s'unissent sous l'ombrelle de la coopération pour

Daesh Perd du Terrain : Les Opportunités et les Défis

Les experts du Centre Carter et la Directrice Associée, Dr. Houda Abadi, ont inauguré l'atelier en jetant lumière sur l'évolution de la propagande de recrutement de Daesh, en réponse aux dernières pertes territoriales essuyées. Dr. Abadi a bien pris le soin de noter que ces revers n'augurent pas pour autant un affaiblissement. L'autorité territoriale est l'un des fondements de son existence en tant qu'Etat réel certes, mais l'influence idéologique du groupe s'étend bien au-delà des frontières du territoire contrôlé. Dans les mots d'un participant du Maroc, « Daesh peut bien essuyer des pertes territoriales, mais sa cause demeure intacte ». Les participants ont convenu que l'approche militaire à elle seule ne peut pas porter des fruits à long terme afin d'extirper l'extrémisme violent et empêcher toute résurgence à l'avenir. L'on ne s'attend pas qu'une défaite militaire, à elle seule puisse freiner la prolifération et la résonance des versions perverses d'histoire et de théologie islamique élaborées méticuleusement par Daesh pour attiser la peur et la haine et recruter. A l'inverse, la capacité de Daesh à gérer un Etat pendant plus de deux ans est le catalyseur de la restructuration et de la remobilisation, notamment à la lumière des pertes territoriales essuyées.

Se référant aux derniers communiqués de presse et vidéos publiés par Daesh, Dr. Abadi a souligné que Daesh a tenté de redéfinir sa campagne de recrutement et de sensibilisation d'un point de vue théologique, stratégique et tactique. Après avoir visionné et analysé les dernières vidéos de propagande, les participants ont observé ce changement dans la rhétorique de Daesh. Selon un participant, « le mouvement politique qu'incarne Daesh souffre sur le plan hiérarchique, raison pour laquelle il emploie les hadiths et les versets coraniques, les place dans de nouveaux contextes, justifiant ainsi ses revers. » Toutefois, les participants ont affirmé que les pertes territoriales ne signifient pas nécessairement la fin des efforts de recrutement ; bien au contraire. A la lumière de la nouvelle réalité politico-territoriale, Daesh intensifiera, de manière agressive, sa campagne de recrutement. Mais étant donné qu'il n'existe pas de solution idéale qui conviendrait à tous, il incombe à chaque communauté de puiser dans ses ressources locales et de tabler sur son savoir afin de lutter contre la menace destructrice de Daesh. Ses appels étant hyper locaux, Daesh ne capitalise pas uniquement sur les doléances de son audience-cible, mais cherche à vêtir ses messages du voile du vocabulaire local, de l'humour local, et d'autres codes culturels, façonnant ainsi des messages cohérents, et faciles à comprendre. Dr. Abadi a rappelé les participants que les contre-arguments des chefs communautaires et religieux, se sont jusque lors exclusivement articulés autour des appels rationnels, et ont manqué de cibler les appels cognitifs, émotionnels et comportementaux puissants émis par Daesh. Il convient à cet égard d'adopter plus de mesures de prévention, qui ne se limitent pas toutefois à l'approche textuelle, mais qui comptent de même les approches audio-visuelles. Enfin, Dr. Abadi a fait de préciser que la stratégie de recrutement de Daesh ne se limite pas à l'espace en ligne, étant donné que Daesh exploite méthodiquement ses réseaux hors-ligne, relationnels, au sein des communautés marginalisées et défavorisées, effectuant ainsi le recrutement par l'entremise de ses points de contact sociaux. Voilà pourquoi il est impératif de comprendre la mesure dans laquelle les réseaux en ligne et hors ligne interagissent et se complètent.

lutter contre l'oppression sous toutes ses formes et établir l'égalité et la justice sociale pour tous. Pour en savoir plus, visiter: https://www.washingtonpost.com/news/in-theory/wp/2015/09/24/why-intersectionality-cant-wait/?utm_term=.42750e509b16

Enfin, la session a accentué le fait que la sphère d'influence de Daesh s'étend bien au-delà des frontières géographiques et que son idéologie se nourrit des doléances socio-politiques et historiques. Sans remédier aux causes sous-jacentes de l'extrémisme, nulle solution viable de long-terme sera trouvée et l'option militaire à elle seule pourrait, le cas échéant, représenter un problème. En dépit des revers subis sur le plan territorial, Daesh trouvera toujours des moyens nouveaux, et plus innovants, pour recruter. Les réponses efficaces à cette menace grandissante reposent sur une méthodologie flexible et globale de contre-argumentation, et sur une stratégie de prévention intersectionnelle et communautaire ciblant les doléances locales, fournissant des alternatives d'inclusion et d'autonomisation., et raffermissant les liens intra et intercommunautaires.

L'Émergence de l'Islamophobie et la Peur de la Religiosité

L'Islamophobie, la haine et le préjudice à l'égard des musulmans en raison de leur appartenance religieuse, est un phénomène prévalent en Occident. L'expert Mr. Arsalan Iftikhar, juriste international en Droits de l'Homme et auteur de *Scapegoats: How Islamophobia Helps Our Enemies and Threatens Our Freedoms* (Bouc Emissaire: Comment l'Islamophobie aide nos Ennemis et Menace nos Libertés) s'est adressé aux participants en soulignant les origines et le développement de l'Islamophobie en Occident, ce que son émergence signifie pour les groupes extrémistes tels que Daesh, et comment l'étouffer.

Mr. Iftikhar a affirmé que l'Islamophobie n'est pas juste une peur arbitraire et infondée des musulmans, en réponse aux attentats terroristes attribués à l'Islam, mais qu'elle est, pour sa plus grande part, le fruit de l'industrie antimusulmane, établie et consolidée par les groupes ultranationalistes d'extrême droite, notamment aux Etats-Unis. Se référant à un rapport publié par le Center for American Progress, intitulé *Fear Inc*, et datant de 2011, M. Iftikhar a affirmé que sept ans avant d'écrire le rapport, cinq activistes antimusulmans y compris le fondateur du mouvement « alt-right » aux Etats-Unis, Richard Spencer, a reçu \$42 millions afin d'élargir l'étendue de sa mission de xénophobie antimusulmane de par les Etats-Unis et l'Europe². Un tel mouvement visait à déshumaniser les musulmans, encourager le préjudice à leur rencontre, et délégitimer l'Islam, en le mariant avec une idéologie politique violente. Cette audience mal informée réticente face à l'entreprise de tout dialogue avec les musulmans, s'attache de plus en plus à ces mythes, qui se transforment petit à petit en une Islamophobie législative, telle que la législation anti-Sharia en vigueur dans 30 Etats des Etats Unis, l'interdiction du port du hijab en France de 2004, et le référendum anti-minaret de Suisse de 2009.

Les participants ont convenu, avec M. Iftikhar que l'émergence de l'Islamophobie et l'existence de Daesh sont mis en abyme. Selon l'un des participants, « l'Islamophobie et Daesh sont deux faces de la même médaille ». En effet, l'Islamophobie et la discrimination à l'égard des musulmans qui s'ensuit est un outil de recrutement employé par Daesh. Elle s'inscrit dans le cadre du principal argument brandi par Daesh, celui de l'humiliation de la Oumma en Occident, qui renvoie immédiatement à la dichotomie fréquemment mise en avant par le groupe : « eux » contre « nous ».

² Pour lire le rapport en entier, visiter:

<https://www.americanprogress.org/issues/religion/reports/2011/08/26/10165/fear-inc/>

Daesh affirme que ce n'est qu'une question de temps avant que l'Occident ne tourne le dos aux Musulmans. Voilà pourquoi les musulmans, s'ils entendent jouir de dignité et ne faire l'objet d'aucune forme de discrimination religieuse, doivent se ranger sous l'aile protectrice du « Califat ». Outre les conséquences idéologiques de la normalisation de la discrimination contre les musulmans et du renforcement des forces extrémistes d'extrême droite, l'Islamophobie systématique et institutionnalisée attise l'aliénation et la marginalisation des musulmans, ce qui les rend d'autant plus vulnérables à Daesh et à son utopie « d'Etat Islamique ». Les participants et les experts ont conclu que toute stratégie substantielle visant à freiner le recrutement de Daesh doit se fonder sur la mobilisation des efforts afin de lutter contre toutes les formes d'extrémisme et d'injustice.

Les participants ont nuancé la discussion en affirmant que l'Islamophobie n'est pas juste un phénomène occidental. Lorsqu'elle se présente sous la forme de la peur de la religiosité, il s'agit également d'un phénomène enregistré dans les sociétés musulmanes. Un participant a souligné la nécessité de reconsidérer le concept de l'Islamophobie et de le redéfinir à la lumière des derniers développements que connaissent les pays à majorité musulmane en matière des hostilités perpétrées à l'égard de l'Islam conservateur. Dans bon nombre de pays musulmans, les groupes séculiers ainsi que les appareils de sécurité étatiques placent sur un même plateau religiosité et extrémisme. Ainsi, l'expression de la religiosité est proportionnelle à la tendance de certains à adopter des idéologies et pratiques extrémistes. Sur le plan social, des hommes religieux courent le risque de l'ostracisme, dans d'autres termes, la religiosité manifeste est, sur le plan politique, incriminée. Les participants ont discuté de l'interdiction récente imposée sur la production et la vente de la *Burqa* (voile intégral) au Maroc. Selon eux, l'incrimination de l'Etat de toute manifestation religieuse mène à l'aliénation de certains individus et groupes, qui trouveront alors, dans Daesh, l'alternative idéale, qui promet d'instaurer un système de lois et d'ordre établi sur les valeurs religieuses. Cette discussion a mené à un consensus selon lequel afin de contrer efficacement le recrutement de Daesh, les pays à majorité musulmane se doivent de créer un environnement propice où tous les citoyens ressentent ce sentiment d'appartenance et où toutes les formes d'expression religieuse non-violentes et basées sur les droits sont acceptées, voire- même tolérées.

Enfin, M. Iftikhar a déclaré que la lutte contre l'Islamophobie requiert une approche active, devant être adoptée par tous les musulmans, abstraction faite de leurs différences idéologiques ou politiques. Les musulmans ne doivent pas internaliser cet état de victime et se changer en de simples instruments passifs. Afin de contrer l'Islamophobie, les musulmans ne doivent pas isoler leurs souffrances de celles des autres communautés opprimées. Les représentants musulmans doivent rester solidaires, notamment pour ce qui est des causes de justice sociale, droits de l'homme et égalité. Enfin, les participants ont admis que les musulmans se doivent d'humaniser et de normaliser leur existence au sein de la société, en racontant leur propre histoire par le biais de différents médias. L'on ne pourra l'emporter sur l'Islamophobie qu'une fois que les musulmans réclament leur propre discours et deviennent l'unique voix des discours relatifs à l'Islam et aux Musulmans.

Naviguer les Eaux Troubles des Médias : Les Médias Participatifs

Afin de lutter à la fois contre Daesh et l'islamophobie, les chefs religieux se doivent de jouer un rôle crucial dans l'espace en ligne. L'atelier a mis en lumière l'impératif selon lequel les chefs religieux se doivent d'effectuer cette transition entre l'état de consommateurs passifs des médias et l'état de producteurs de leurs propres histoires. L'objectif, dans ce cadre, est de démystifier les concepts en rapport avec l'Islam et les Musulmans, souvent mal représentés dans les médias traditionnels. L'un des experts, M. Iftikhar, a affirmé que les médias traditionnels se concentrent sur les musulmans dans deux cas bien précis, à savoir le terrorisme ou la religion. Dans ce cadre, il convient de diversifier la représentation des musulmans dans les médias afin de refléter la variété de récits et d'expériences sociales relatives à la communauté musulmane. Ces arguments puissants montrent que les musulmans sont exactement comme les hommes ordinaires, ayant les mêmes caractéristiques, aspirations et défauts.

L'experte médiatique, Mme. Slma Shelbayah, Conseillère aux Communications et Productrice Numérique à CNN, a donné un aperçu sur la complexité de la scène médiatique actuelle et des outils que les représentants communautaires et religieux peuvent utiliser afin de faire parvenir leur message. Mme Shelbayah a mis en lumière le processus qui sous-tend la sélection des histoires et a donné des recommandations sur les moyens de préparer une accroche digne de paraître dans les médias. Pour ce qui est de la narration, il a été convenu que les musulmans doivent apprendre à penser autrement, à se délier des chaînes de l'état de victime. Leurs histoires doivent offrir de nouvelles perspectives et de nouveaux angles afin de clarifier les idées complexes, non familières. Les histoires pertinentes, authentiques et uniques sont les plus capables d'attirer l'attention des réalisateurs/éditeurs. Pour les histoires à large impact, les contributeurs se doivent d'analyser l'audience-cible et de choisir avec grand soin les médias qui ciblent l'audience escomptée. Les participants ont également passé en revue les défis et les opportunités relatives à l'emploi des réseaux sociaux afin de transmettre leurs histoires. Après avoir acquis les compétences de base et l'expertise pertinente, charpentes de l'interaction entre différents médias, les participants ont effectué un brainstorming, élaboré, corrigé et lancé leurs histoires. Les allures et qualité de leurs arguments ont manifesté une profonde compréhension et maîtrise du concept et processus de la narration. Les participants ont suivi et évalué le travail des autres, et les experts de l'atelier ont formulé quelques commentaires techniques.

Outre les médias traditionnels, M. Iftikhar et Dr. Abadi ont animé, en concert, une session sur les médias radicaux alternatifs. Contrairement aux médias grand public qui peuvent être contrôlés par les intérêts commerciaux et sujets à des restrictions étatiques, les médias alternatifs sont capables de contester les politiques d'hégémonie et les pratiques institutionnelles. Les médias alternatifs sont une forme de médias indépendants, participatifs, et à but non lucratif capables de déstabiliser les systèmes de pouvoir politique, profondément ancrés. Les nouvelles technologies d'information (telles que Twitter, Facebook, WhatsApp) sont capables de contourner l'espace physique afin de mettre en place des réseaux actifs, d'influencer le contenu et les pratiques des médias grand public. Les médias alternatifs sont, pour leur part, un outil puissant, qui permet l'engagement de multiples publics et de paver la voie vers la prise de conscience sociale, suivant une approche communautaire. Les participants ont reconnu que l'inter connectivité des musulmans sur internet affecte grandement la formulation d'interprétations et la prise de décisions. Dr. Abadi a affirmé que pour que les médias alternatifs soient carte gagnante, les efforts déployés en ligne se doivent

d'être complétés par une organisation, mobilisation, et participation politique hors ligne. Enfin, les participants ont convenu que plus de musulmans doivent lever la voix par l'entremise des médias.

Solidarité Internationale et Stratégies Politiques

L'expert, Ambassadeur Ebrahim Rasool, Président de la Fondation Un Monde Pour Tous et ancien ambassadeur Sud-Africain aux Etats-Unis a attiré l'attention des participants sur la lutte acharnée qui oppose aujourd'hui la Oumma Mondiale (communauté musulmane) contre les extrémistes. Il a affirmé que la Oumma est prise entre deux extrémismes- l'extrémisme interne, qu'incarne Daesh, et l'extrémisme externe, représenté par les groupes radicaux de suprématie nationale. Afin de lutter contre la montée en puissance de l'extrémisme les chefs religieux et communautaires auront à mettre au point des outils stratégiques et politiques et d'être des acteurs au sein de la société civile. Les musulmans ne doivent se permettre de vivre à la marge de la société, et de garder le silence. L'Ambassadeur Rasool a affirmé qu'alors que les musulmans s'engagent bel et bien au respect des principes et élaborent des tactiques, ils peinent à mettre en place des stratégies surmontant les lignes de front idéologiques et politiques. Les participants ont accordé que les musulmans, afin de lutter contre l'extrémisme sous toutes ses formes, doivent s'unir, connaître leurs droits et devoirs en tant que citoyens et forger des partenariats avec d'autres groupes sociaux et politiques afin de promouvoir la coexistence pacifique. La stratégie, c'est de rester concentré et de bâtir sur les points communs existant entre les musulmans et leurs alliés, surmontant par la même toute différence pouvant affaiblir l'objectif général. Les chefs musulmans ne doivent pas attendre que l'on sonne pour répondre, mais doivent se doter de proactivité face à toute injustice à laquelle se trouvent assujettis les groupes marginalisés. Il convient également de reconnaître l'importance que revêt la notion de lutte, afin de trouver des solutions durables pour s'immuniser contre l'extrémisme et l'injustice sous toutes leurs formes.

Mise en Application des Projets sur le Plan Local

Au sein des communautés locales, chaque participant est engagé dans la planification et la mise à exécution de projets conçus pour prévenir l'extrémisme violent. D'un point de vue global, vingt-trois participants ont pris part à 59 projets en tout, dans quatre pays différents. Le graphique 1 illustre le nombre de projets en cours d'application par pays ; le graphique 2 classe les 59 projets en des catégories multiples.

Figure 1: Les projets des participants par pays

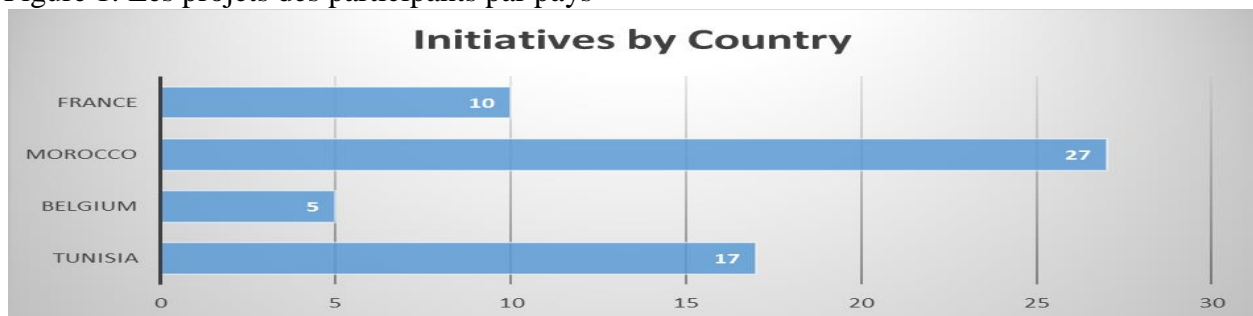
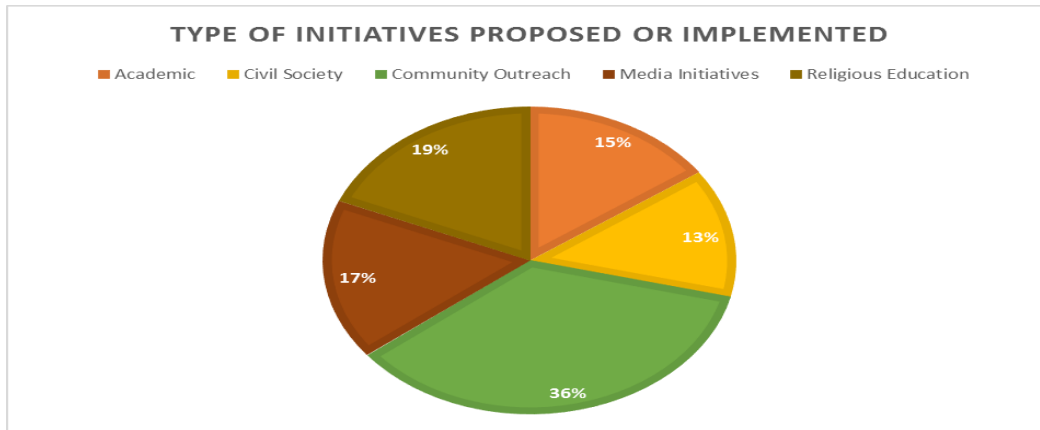


Figure 2: La classification des projets des participants



Au cours du dernier jour de l'atelier, les participants ont soumis des rapports de pays détaillés, mettant en lumière les réussites et les échecs de leurs initiatives locales ainsi que les stratégies et opportunités pour l'avenir.

Tunisie

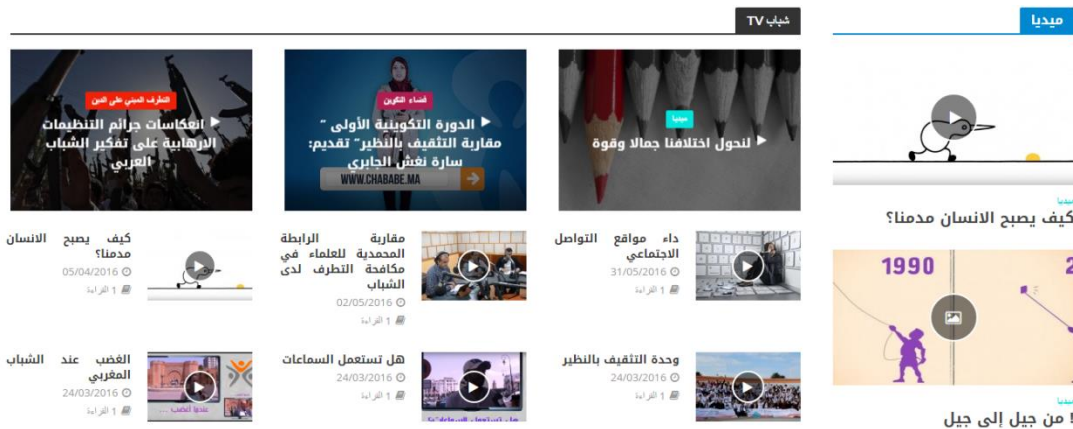
Les participants Tunisiens se sont lancés dans une multitude de projets en ligne, en collaboration avec des organisations de la société civile telles que Families Against Terrorism and Extremism (Les Familles Contre l'Extrémisme et le Terrorisme) et International Rabat Organization, (l'Organisation Internationale du Rabat) sur la tenue d'ateliers dans le seul but d'assurer le rétablissement des groupes, notamment les jeunes et les femmes exposés à l'idéologie violente. Afin d'obvier à la radicalisation de la jeunesse, le groupe tunisien a lancé des programmes d'éducation religieuse, pour remédier aux mauvaises interprétations des textes sacrés de l'Islam. Pour ce qui est de l'activité médiatique, les participants tunisiens ont diffusé des émissions radio, publié des articles dans les magazines et élaboré des sermons en ligne qui s'attaquent à l'agenda virulente de Daesh, met le doigt sur l'incohérence de sa propagande et offre des alternatives d'autonomisation. L'équipe tunisienne a également collaboré avec les institutions gouvernementales afin de pallier certains problèmes structurels, tels que la pauvreté, le chômage et l'absence de justice sociale, terreau fertile du terrorisme. L'un des participants a examiné les profils de 1000 jeunes tunisiens enrôlés dans Daesh, et a publié un rapport analysant les facteurs de persuasion personnels, sociaux et religieux, qui les ont poussés à y adhérer.

La stratégie des participants tunisiens est, en gros, d'unir les différents secteurs de la société, d'œuvrer avec les acteurs nationaux et étrangers, et de consolider les liens de confiance et de crédibilité au sein des communautés afin de promouvoir ce changement substantiel. Les premières audiences-cible sont les femmes, les jeunes, et les retournants. Alors que chaque participant peut partir de sa propre expérience individuelle, cette série d'ateliers a motivé chacun à coopérer avec l'autre dans le cadre de différentes initiatives locales en Tunisie. En aval d'une évaluation portée sur l'impact des ateliers, un Imam Tunisien a affirmé : « l'aperçu des arguments de recrutement de Daesh que nous ont fourni les ateliers ont promu notre réponse à ladite propagande, raison pour laquelle des rencontres hebdomadaires sont tenues en la présence des membres du syndicat de la presse nationale tunisienne afin de coordonner notre couverture des histoires relatives à Daesh ». Les participants ont affronté les défis d'aborder le terrorisme sans tomber dans le piège de la propagande de Daesh et de la résistance des groupes de la société civile qui s'opposent aux retournants et les perçoivent en tant que menace.

Le Maroc

Depuis le dernier atelier, les participants Marocains ont élargi l'étendue de leur campagne et des efforts de l'élaboration des contre-arguments. Cette stratégie vise à éliminer toute les mauvaises conceptions attribuées à l'Islam afin de créer une élite intellectuelle, les ulémas, assurant ainsi une bonne compréhension des préceptes religieux. Les participants marocains ont formé des alliances avec le Ministère de la Jeunesse et du Sport, les institutions religieuses officielles, les ONG locales et internationales et bon nombre de plateformes, afin de cibler les femmes et les jeunes les plus vulnérables à l'indocrination Daéshienne. Récemment, certains participants marocains ont tenu toute une série d'ateliers afin d'assurer la formation des femmes qui se sont avérées en communication directe avec Daesh. Un Imam Marocain, également éditeur en chef d'al Qubae Magazine en ligne a publié un numéro spécial dédié exclusivement à l'extrémisme violent. Le groupe Marocain est préoccupé particulièrement par l'incrimination de la religiosité grandissante au Maroc ainsi que par l'expansion de l'état de sécurité, tous deux relevant de la rhétorique de Daesh. Afin d'y remédier, les participants marocains se sont retrouvés hors du cadre de l'atelier à maintes reprises afin de discuter des questions relatives à la religion et l'identité. Les experts ont loué cette initiative, exemple sur l'emploi, sur le plan local, des réseaux établis par les ateliers du Centre Carter, afin de bâtir des coalitions qui transcendent les différences politiques et religieuses. Afin d'empêcher les jeunes d'adhérer à Daesh, l'un des jeunes leaders du Maroc a élaboré un guide, lancé des séminaires de formation et mis en place le site internet www.chababe.ma. Outre cela, il a collaboré avec des éminents athlètes et cinémas afin de parvenir aux jeunes, toujours de manière créative, et a appelé tous ses collègues dans le cadre de l'atelier à participer à un camp d'été entièrement financé au Maroc, renforçant ainsi le nouveau réseau et raffermissant les liens de collaboration.

Graphique 3: Capture d'écran du site anti-extrémiste et de renforcement des capacités des jeunes chababe.ma.



Enfin, les participants ont mis en lumière les défis sur lesquels ils achoppent, à savoir le manque de ressources financières, la bureaucratie et l'approche sécuritaire adoptée pour la lutte contre

l'extrémisme violent. Les participants ont, pour terminer, exprimé leur optimisme quant à leur capacité à surmonter ces obstacles en forgeant des partenariats fructueux, de retour chez eux.

La France

Les participants français se sont lancés dans bon nombre d'activités depuis le dernier atelier ; ils ont, à titre d'exemple, publié des vidéos de contre-messagerie hautement sophistiquées, des sermons en ligne et tenu des sessions de médiation et de réflexion pour les jeunes, des sessions qui ont été d'une grande aide aux jeunes qui ont peiné à marier leurs identités régionales et nationales. Un Imam Français a rédigé une série de livres qui mettent en avant les concepts et préceptes exacts de l'Islam et encouragent les lecteurs à devenir des agents actifs dans la lutte contre les groupes extrémistes tels que Daesh. Les participants ont reconnu que l'Islamophobie est, en effet, l'extrémisme sous une autre forme, qu'il convient de vaincre afin d'empêcher les jeunes musulmans les plus défavorisés de se voir leurrés par les appels de Daesh. Pour ce faire, ils collaborent avec les directions des écoles afin de combattre la discrimination à l'égard des élèves musulmans dans les salles de classe et de créer un environnement académique qui accueille et tolère tous les élèves, d'où qu'ils soient.

Dans ce contexte, le défi le plus grand auquel sont confrontés les participants français n'est autre que l'état de sécurité. Les chefs et représentants musulmans en France sont rarement reconnus ou soutenus par le gouvernement, ce qui leur complique la tâche de collaboration et de l'opération de changements par le biais des canaux officiels. Ainsi les chefs musulmans trouvent-ils une grande difficulté à réclamer un espace médiatique et à lever la voix. Afin de remédier à ces défis, les participants français se devront alors de forger de véritables alliances avec les organisations de la société civile, les groupes de défense des droits de l'homme et d'autres groupes religieux. Selon les participants français, la seule opportunité à saisir n'est autre que le recours à leur capacité à briser les murs du silence et de la peur, promouvoir leur travail, consolider la tolérance et la coexistence, et soutenir les minorités dans la lutte pour la justice et les changements sociaux.

La Belgique

Les participants de la Belgique ont pris part à plusieurs groupes de défense des droits de l'homme pour lutter contre l'extrémisme, qu'il se présente sous la forme de Daesh ou sous celle de l'extrême droite ultranationaliste. Ils ont forgé des partenariats avec des organisations telles que AFD International et l'Organisation Européenne pour la Coexistence et les Droits de l'Homme afin de se pencher sur les causes sous-jacentes de l'extrémisme et les moyens d'y remédier. Au niveau des communautés locales, les participants belges ont collaboré avec les imams locaux au sein des mosquées communautaires, et ont tenu des ateliers afin de permettre au public ordinaire, dans le cadre de l'Islam, d'acquérir plus d'informations et de poser toute question pertinente. Les participants belges apprécient l'importance que revêt la coopération intersectionnelle. Ils ont organisé la marche pour la paix dans la foulée des attentats de Bruxelles, à côté de leurs concitoyens belges et ont lancé le dialogue interculturel, interconfessionnel de par la ville. Les participants belges, ont également, mobilisé les communautés musulmanes locales, et se sont rendu dans les avenues les plus populaires à Bruxelles où ils ont distribué aux passants des roses et des petites cartes citant le Prophète, portant des messages d'amour, de paix, et de solidarité. A l'instar

des participants français, marocains et tunisiens, les participants belges ont grandement investi dans des projets pour la jeunesse, tels que des activités sportives, excursions, et leçons religieuses basées sur les Droits de l'Homme. En outre, les participants ont saisi l'opportunité de s'unir avec les musulmans belges dans l'élaboration d'un message homogène et cohérent, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la radicalisation. Enfin, ils se sont particulièrement focalisés sur l'approche basée sur les droits, contrefort de l'engagement civique et de la participation religieuse.

Conclusions

Le troisième atelier de Lutte contre la Propagande de Recrutement de Daesh est parti des deux premiers ateliers en consolidant le sens de collégialité et de responsabilité collective dont les prémices ont commencé à poindre dans l'esprit des participants. Les thèmes abordés ont stimulé la discussion fructueuse entre les participants certes, mais intense par moments. Néanmoins, les participants, par le biais de ces échanges sains et honnêtes, sont sortis avec une vision commune. En partant des sujets évoqués et des commentaires formulés par les participants, les ateliers à venir compteront des sessions sur les femmes et les enfants soldats, le dialogue intra musulman, l'établissement de coalitions et les stratégies efficaces de réintégration et réhabilitation des retournants. Les participants, se sont, vers la fin de l'atelier, engagés à lancer des projets transfrontaliers et à organiser des rencontres annuelles afin de mettre en avant les leçons tirées du travail effectué sur le terrain. De tels exemples sont le gage de l'utilité des ateliers dans la construction de partenariats fructueux qui s'étendent au-delà de l'atelier et s'inscrivent dans le cadre de cette lutte collective à échelle planétaire. Les participants soumettront des rapports détaillant le progrès réalisé dans le cadre de la mise à exécution de leurs projets, et ne manqueront pas de bénéficier des ateliers interactifs tenus en la présence d'experts et de pairs qui pourront leur être d'une grande aide, dans leurs interventions individuelles.